

INFO-FNEEQ

VOL. 4 NO. 2 OCTOBRE 1986



MOT DE PRÉSENTATION

La Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (CSN) se fait un plaisir et un devoir de fournir en cette année de la paix et à l'occasion de la journée thématique de la paix dans le monde de l'Éducation, un **outil** qui nous l'espérons, sera utilisé largement par les étudiantes et étudiants en collaboration avec les enseignantes et les enseignants.

De concert avec les conseils centraux de la CSN et avec la FEC-CEQ, nous souhaitons sa distribution et l'utilisation la plus large possible auprès des travailleuses et travailleurs de tous les métiers.

Ensemble, en action, pour un monde de paix et de justice !

Pouvons-nous vraiment nous considérer en temps de paix ?

Officiellement, la dernière guerre mondiale s'est terminée en 1945 par une victoire des alliés. Depuis ce temps, que s'est-il passé ? ...

On a dénombré dans le monde, pas moins de 150 conflits entre nations, conflits qui ont fait près de 40 millions de morts. De plus, de 13 à 16 millions de personnes sont mortes victimes du nucléaire: elles ont été soit victimes d'expériences ou d'essais d'armes atomiques, soit tuées lors de la production de ces armes ou du travail d'extraction dans les mines (uranium-plutonium-etc).

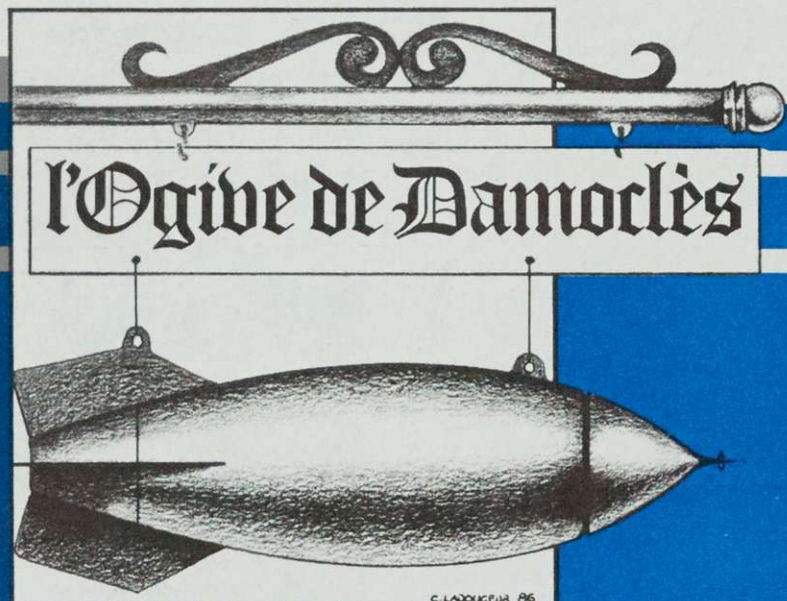
Parlons maintenant de l'arsenal nucléaire mondial. Il était évalué en 1983 à 50,000 têtes nucléaires. Ces 50,000 têtes nucléaires représentent 15,000 mégatonnes, c'est-à-dire 1 million et demi de bombes d'Hiroshima. Pendant ce temps, la situation globale des déshérités de la terre est en gros la suivante: 40% des humains n'ont pas accès à des soins médicaux essentiels, 25% des humains souffrent de malnutrition chronique, 20% sont mal logés, 15% sont sous-alimentés. Plus précisément, selon l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), la faim à elle seule a fait de 1975 à 1980 plus de morts que toutes les révolutions, guerres et assassinats depuis 150 ans. En 1980, toujours, 30 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont morts du manque de nourriture, c'est-à-dire autant de morts que toutes les victimes de la guerre 1939-1945. De plus, en terme de dépenses militaires, on prévoit qu'en 1987, 1,026 milliards seront dépensés militairement. À l'heure actuelle, on dépense dans le monde 25 fois plus pour le militaire que pour l'aide au développement. Pendant que les pays riches y dépensent en moyenne 1/2 de 1% de leur produit national brut, les États-Unis, par exemple, investissent 10% de ce même PNB dans le militaire. Le Canada, pour sa part y investit 7% par année.

Par contraste, l'AQOCI estime que le commerce mondial des armes dépasse en valeur le commerce mondial de l'alimentation. Plus de 50 pays en voie de développement sont actuellement dirigés par des militaires qui se sont imposés au pouvoir par des coups d'Etat.

Ces coups d'État, sont, selon l'AQOCI, le plus souvent soutenus par les USA et indirectement par le Canada. En effet, le Canada exporte aux États-Unis la plus grande partie de sa production de matériel militaire (pièces détachées intégrables et intégrées à des systèmes américains). Le Canada exporte en plus pour environ 1,7 milliard de ces pièces détachées "américaines" outre-mer: Brésil, Argentine, Chili, Indonésie, Thaïlande, Corée du Sud, Afrique du Sud, Salvador, Honduras, contribuant ainsi à renforcer la domination

américaine sur ces pays et aussi à soutenir certaines dictatures. Finalement, le Canada a budgété 35 milliards en armements pour les 10 prochaines années.

Au Canada, entre 200,000 et 300,000 emplois dépendent de l'industrie militaire. Le programme de productivité de l'industrie de la défense a à sa disposition un fonds de l'ordre de 150 millions. Ce fonds gouvernemental a récemment subventionné la compagnie Lilton de Toronto: 43 millions\$ en 3 ans. De son côté, Pratt & Whitney de Longueuil a reçu 52 millions en 1983-1984. Le Québec produit à lui seul plus de la moitié des armes et des pièces d'armes d'origine canadienne. Mentionnons quelques grosses compagnies militaires: Bell Hélicoptère, Spar Aérospace, Bombardier, Marconi, Pratt & Whitney. Cette



industrie coûte à chaque citoyen canadien une moyenne de 200\$ par année en impôt direct. En 1983, l'industrie militaire québécoise a reçu 3,389 contrats militaires répartis entre 50 usines, pour un total de 2 milliards de dollars de commandes.

Nous attaquons aussi par l'intermédiaire de notre industrie polluante, les poissons, les oiseaux, les mammifères, le gibier, la forêt et toute la nature dont pourtant nous dépendons. D'ici 10 ans, l'industrie de l'érable au Québec sera morte, si l'on ne fait pas quelque chose.

Finissons cette page sur une note d'espoir. En plus des groupes écologistes, il existait en 1985, au Canada plus de 800 organisations pacifistes et au moins 10,000 militantes et militants pour la paix et le désarmement. Le mouvement féministe pour sa part est très

QUESTIONS :

- 1) **Que font les gouvernements fédéral, provincial, municipal, pour la paix ? Nous savons que le budget de la défense canadienne est de 10 milliards par an, à part les subventions aux usines qui fabriquent des armes. En contrepartie, combien les gouvernements donnent-ils pour la paix ?**
- 2) **Sommes-nous vraiment en paix depuis 1945 ? Au Canada, notre vie politique, notre économie sont-elles dirigées vers la paix ou vers la guerre ?**
- 3) **Dans ce contexte, que penser de la très grande popularité des films tels que Rocky ou Rambo, ainsi que des groupes musicaux exhortant à la violence ?**

impliqué à l'échelle nationale et internationale dans la lutte pour la paix; les syndicats organisés s'impliquent de plus en plus, soit par des campagnes ("Un F-18 pour la paix" à la CSN en particulier), soit dans la production

de cahiers pédagogiques à l'intention de leurs membres. Des groupes de jeunes ont aussi manifesté leur capacité d'agir. Souvenons-nous des silhouettes peintes sur les trottoirs à l'anniversaire d'Hiroshima. •

La négociation, c'est bien mieux! ...

L'étude de l'histoire humaine par des sciences comme la sociologie, la psychologie, l'histoire elle-même, nous révèlent le caractère inévitable et permanent des conflits entre les humains (conflits familiaux, sociaux, internationaux). Nous sommes toutes et tous des individus ayant une culture, des habitudes et des intérêts différents. Même avec toute la bonne volonté du monde, il est impossible d'imaginer une vie sociale à petite ou à grande échelle sans que n'apparaissent des conflits d'intérêts ou d'opinions. Dans notre histoire, malheureusement, le plus souvent ces conflits se sont transformés en rapports de violence allant dans plusieurs cas jusqu'à la destruction mutuelle, dans quelques cas quasi-complète.

Ces rapports de violence sont-ils naturels et inévitables ou bien culturels et donc, modifiables ?

OPINIONS :

1) Certains éthologistes* et socio-biologistes contribuent à faire valoir un caractère inné, agressif chez l'humain. Conrad Lorenz, par exemple conclut que l'agressivité humaine s'explique par trois types de phénomènes de nature instinctuelle : réaction innée, signaux innés, excitation interne à l'agressivité. Selon cette tendance, l'agressivité et la violence sont considérées comme des "substances" dont le trop-plein doit être régulièrement éliminé, comme de la vapeur dans un "presto".

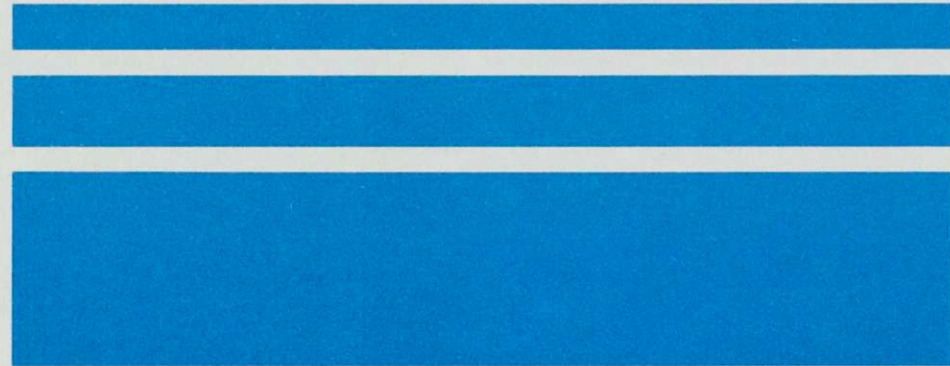
2) "L'homme naît avec la capacité de se conduire agressivement aussi bien qu'avec un grand nombre d'autres possibilités. Il dispose de dynamismes qui préconditionnent ou influencent, dans une certaine mesure, les conduites agressives, mais la véritable agression chez l'Homme apparaît toujours comme une réponse à une situation conflictuelle ou frustrante. L'agressivité n'est en aucune façon une substance dont l'organisme devrait éliminer le surplus". (1)

"L'exaspération n'est pas une conséquence nécessaire des frustrations internes et externes. Elle dépend en premier lieu de la signification que prennent les événements pour la victime et dépend de ses projets ainsi que de ses conduites antérieures apprises. Les paroles et les actions d'autrui n'ont pas sur nous un

effet mécanique. Ils ne sont pas les causes directes du comportement". (2)

SYNTHÈSE :

Dans la mesure où nous partageons le deuxième courant d'opinion, nous affirmons que la violence est apprise et encouragée dans et par le contexte culturel. Nous affirmons que l'apprentissage intervient, que l'affirmation de soi, le respect de l'autre, l'expression de soi, la négociation, la coopération et la recherche d'une solution juste et acceptée par toutes les parties, peuvent être apprises et enseignées. Nous affirmons que l'exercice du pouvoir individuel et collectif par les parents, les enseignantes et enseignants, les patrons, les législateurs et les décideurs peuvent et doivent s'exercer sans violence, peuvent et doivent s'exercer sans le recours aux décisions unilatérales, sans le recours au décret. •



QUESTIONS :

- 1) **Croyez-vous qu'il soit possible et souhaitable de régler les conflits sociaux par des moyens comme la négociation ?**
- 2) **Si oui, avez-vous l'impression que le système d'éducation, contribue à développer chez vous les capacités dont nous venons de faire état, en particulier la capacité de négocier.**

* Science du comportement animal dans son milieu naturel.

(1) VAN RIELLAER, Jacques, **L'agressivité humaine**, édition Dessart et Mardaga, Bruxelles, 1975, page 161.

(2) VAN RIELLAER, Jacques, *ibid.* page 169.

Les alliances canadiennes en matière de défense.

Le Canada fait partie de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avec les USA et 14 autres pays occidentaux. Il fait aussi partie du Commandement de défense aérospatiale nord-américain (NORAD) avec les USA. Ces 2 alliances font du Canada un pays aligné, contre le bloc de l'Est qui comprend l'URSS et les pays membres du Pacte de Varsovie.

Alain Silverman, dans un document intitulé "Le Canada et la course aux armements" (sept. 1985), explique la stratégie militaire de l'OTAN: Depuis 1954, cette organisation base sa stratégie de "dissuasion" sur le principe suivant: "Puisque dans une guerre conventionnelle, l'URSS gagnerait, il faut donc frapper les premiers, avec l'arme nucléaire." Le Ministre de la défense canadienne, écrivait en 1984, que de renoncer à cette option nous rendrait "psychologiquement nus".

Quant à NORAD, l'alliance bilatérale qui vise à nous défendre contre les bombardiers et les missiles russes, elle est complètement dirigée par les USA: le commandant en chef est toujours un Américain et nos forces armées, allouées à NORAD, sont intégrées à la stratégie nucléaire américaine.

Cet accord, renouvelable aux 5 ans, vient d'être renouvelé en 1985; sans aucune consultation publique et malgré que le comité qui a produit le rapport sur cette question en ait souligné plusieurs désavantages: un coût de 250 millions de dollars par an, perte de souveraineté, indépendance compromise aux yeux de certains pays, priorités d'achat et politique de défense quelque peu faussées. Dernier désavantage mais non le moindre: être potentiellement amené contre notre gré à participer à un conflit que le Canada aurait pu éviter s'il n'avait pas participé à NORAD!!!

OPINIONS :

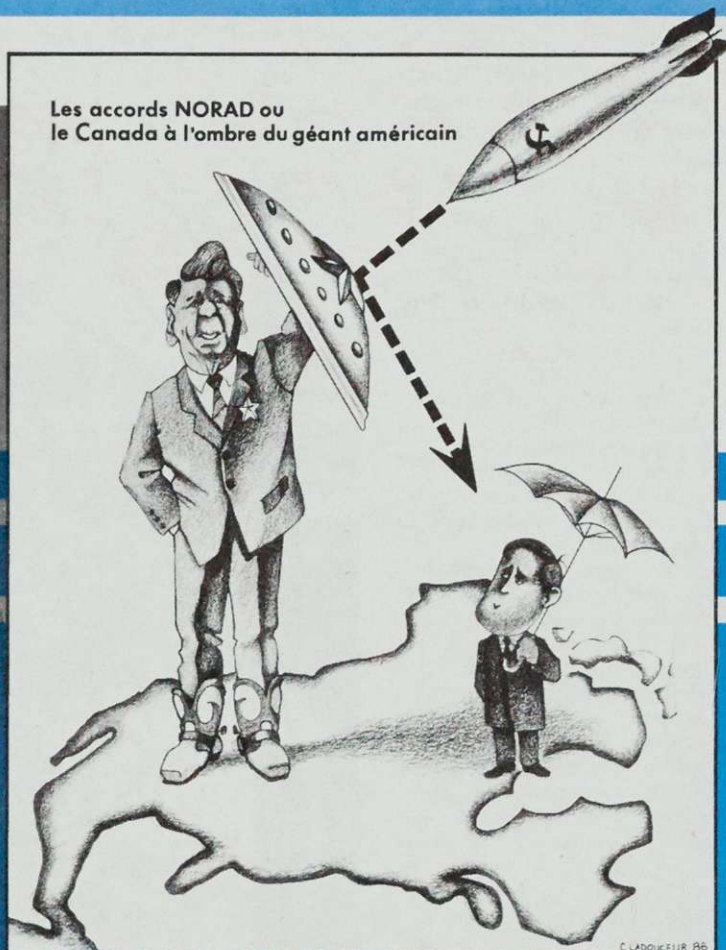
- 1— Les militaires et les décideurs prétendent que nous n'avons pas le choix d'adhérer à l'OTAN et à NORAD. Notre position de voisin des États-Unis et notre faible organisation de défense nous y obligent. Nos alliés sont du bon côté, nous devons contribuer à la défense de la civilisation occidentale contre l'invasion communiste. Cette décision n'est soumise ni à la population, ni à la plupart des députés et ministres.
- 2— Contrairement au point de vue adverse, nous ne croyons pas que la véritable menace vienne des Soviétiques. Selon nous, c'est la rivalité même entre les États-Unis et l'URSS qui constitue le danger. Le Canada lui-même n'est pas menacé par une attaque de l'URSS. Il est plutôt menacé d'être au centre d'une confrontation entre les deux superpuissances. Le Canada doit sortir de l'impasse de cette confrontation et s'opposer aux deux principaux responsa-

bles de l'affrontement. Le Canada peut et doit se retirer de l'OTAN et de NORAD, s'il veut développer une position vraiment autonome, non guerrière et pacifique. Les populations civiles du Québec, du Canada, des USA et de l'URSS ne veulent pas d'une guerre mondiale. Les seuls groupes susceptibles de la souhaiter sont les politiciens avides de pouvoir et les propriétaires

des immenses complexes militaro-industriels qui dévorent nos matières premières, grugent de façon indécente les budgets de l'État (nos taxes) et s'enrichissent d'une façon éhontée à même la peur et l'intolérance. Nous devons exiger un débat démocratique concernant la défense canadienne et favoriser une position de neutralité et de pacification pour le Canada. •

QUESTIONS :

- 1) Est-il normal que les citoyennes et citoyens du Canada ne soient jamais consultés sur les grandes orientations de la défense canadienne ?
- 2) Que devrait être selon vous la position du Canada en ce qui concerne les rapports entre les nations : neutralité ? non-alignement ? ou autres ?



Éléments pour un vrai débat sur le développement économique du Québec et du Canada.

PROBLÉMATIQUE :

À l'heure actuelle nous sommes les témoins plus ou moins impuissants d'un débat passionné autour de la question de l'attribution du contrat d'entretien CF-18. En apparence, il s'agit de savoir si Ottawa accordera ce contrat d'une valeur de 1,2 milliards \$ sur 20 ans au Consortium montréalais Bombardier ou à la Société Bristol Aérospace de Winnipeg. Les universités, les chambres de commerce, les industriels et les politiciens du Québec plaident vigoureusement en faveur de l'attribution de ce contrat au Québec. La province aurait un besoin vital et urgent de ce contrat. Bien sûr, à l'ouest, le lobbying est puissant lui aussi. Pour eux, le fait que Canadair ait été vendu à Bombardier, constitue un cadeau suffisant d'Ottawa pour l'est du Canada. Pour un certain nombre de Québécois, l'octroi de ce contrat est un dû et permettra à la haute technologie montréalaise de continuer à se développer, en plus de créer 250 emplois permanents et de nouvelles entreprises reliées de près ou de loin au domaine de l'aérospatiale (militaire). Rappelons que les 138 CF-18 ont été achetés au coût de 62 millions \$ chacun afin de permettre au Canada d'honorer ses engagements envers NORAD et de sauver son image à l'intérieur de l'OTAN. Que faut-il en penser ?

OPINIONS :

- 1) Les principales solutions de sortie de crise en Occident sont :
 - a) la réduction des dépenses sociales;
 - b) l'investissement dans les technologies et plus particulièrement dans la recherche de pointe du domaine militaire (ex: le BRAS canadien, l'IDS).

Les entreprises qui doivent être créées et subventionnées, doivent être très avancées technologiquement et peu coûteuses en main-d'oeuvre, afin d'être concurrentielles à l'échelle internationale. Nous devons tout faire pour devancer le bloc de l'Est.

En ce sens, il est normal que le Québec et le Canada subventionnent des secteurs porteurs d'avenir, tels que la recherche et les emplois spécialisés en aérospatiale. Dans cette veine, le contrat d'entretien des CF-18 est non seulement nécessaire à la survie et au développement de cette industrie québécoise mais aussi le meilleur choix pour les gouvernements canadien et québécois.

Le point de vue adverse sera ici soutenu grâce aux contributions de trois éminents économistes, recueillies lors de la conférence de

Boston en 1984 sur les dépenses militaires et la reconversion industrielle: Melman, Caldor et Bluestone.

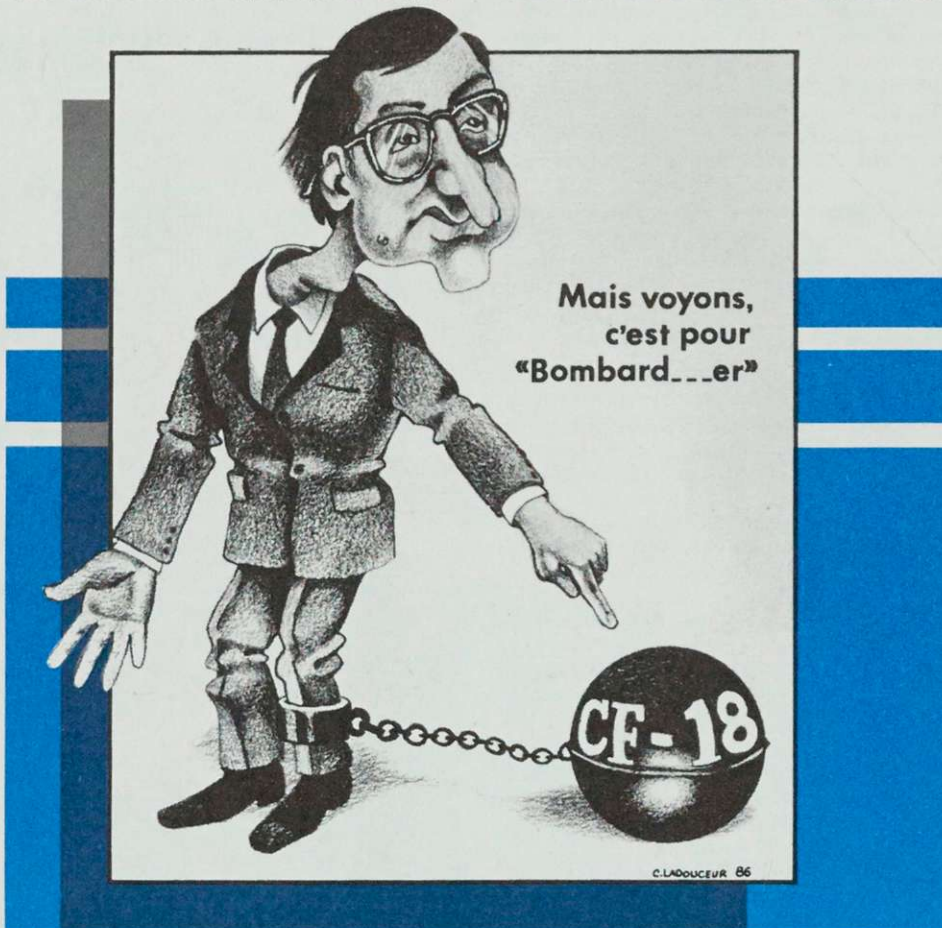
- 2) **Effets économiques négatifs des dépenses militaires :**
 - a) Pour un emploi dans la construction de missiles guidés, cinq emplois peuvent être créés dans l'éducation. Selon le "Bureau of Labor Statistics" des États-Unis, avec un milliard de dollars en 1984, on pouvait créer de 11,000 à 16,000 emplois dans le militaire ou de 50,000 à 60,000 emplois dans l'éducation.
 - b) **Les dépenses militaires sont inflationnistes:** cette production n'est pas soumise à la loi du marché, l'État est le seul client, les biens produits ne sont pas consommés et cette industrie fait pression à la hausse sur les prix des matières premières et de la haute technologie qu'elle engloutit en quantité fabuleuse. Par exemple, le coût de réalisation des 6 frégates de la marine canadienne était estimé à 1,5 milliards \$ en 1982; il a grimpé à 3,85 milliards \$ en août 1983 avant même que le travail ne soit commencé. Ce processus s'appelle "cost plus".
 - c) **Les dépenses militaires créent peu de retombées technologiques,** car aujourd'hui, elles sont tellement sophistiquées et parti-

cularisées qu'on ne leur trouve plus guère d'application civile. La meilleure façon de développer des technologies civiles est d'y investir directement.

- d) **Les dépenses militaires nuisent au développement de la productivité nationale.** Dévoreuses de matières premières, d'équipement, de production et de talents, cette industrie est caractérisée par une forte intensité de capital et une faible densité de main-d'oeuvre. Selon Melman, 30% des ingénieurs américains sont accaparés par la production militaire depuis 1945.

- e) **Les complexes militaro-industriels sont complètement incompetents** en technologie civile, en plus d'être non-compétitifs. Par exemple, le métro de Boston fut construit par un géant du complexe militaro-industriel. Ce métro n'a jamais vraiment fonctionné et est reconnu comme un fiasco total. Habitué qu'ils sont de fonctionner à "cost", sans date précise de livraison et dans un marché fermé et captif, les compagnies militaires ne peuvent pas être rentables pour le civil.

- f) Quant à Blouestone, il avance que l'économie, suite à la crise récente, est en période de "reconversion", définie par les possédants. Cette reconversion des dominants consiste à



fermer des usines rentables, pour permettre d'investir des capitaux là où le taux de profit est plus élevé. Ainsi, les conglomérats se forment, le capital se concentre sans créer d'emploi et même en en coupant. La conversion économique et industrielle prônée par les syndicats vise plutôt à créer plus d'emplois et à augmenter la production de biens et de services socialement utiles.

Une alternative: Reconvertir les industries pour produire des biens socialement utiles et créer plus d'emplois.

Dans un contexte général de chômage élevé (particulièrement chez les jeunes mais aussi chez les autres tranches d'âge) toute production industrielle, même militaire, est accueillie dans les usines comme ayant au moins l'avantage de conserver les emplois et de rappeler les travailleuses et travailleurs mis-à-pied. Doit-on rester enfermés dans cette situation de mendiants? Il faut tenter de voir plus loin. Comme nous l'avons démontré ailleurs (fiche no 1), notre industrie, et plus particulièrement notre industrie militaire, est majoritairement dépendante des choix politiques et économiques des États-Unis. Dans l'immédiat, nous sommes branchés, tels certains grands malades, sur une alimentation artificielle en contrats militaires que les États-Unis veulent bien nous confier.

À témoin, le "Defence Production Sharing Agreement" ratifié en 1958, et qui encadre un véritable libre échange entre les deux pays, en matière de matériel militaire.

En apparence, pour plusieurs, nous avons une réputation de pays aidant les nations moins avantagées techniquement et économiquement. En fait, nous sommes englués dans une économie nord-américaine, militariste, polluante et créatrice de chômage et de pauvreté. Pourtant, un changement d'orientation est possible. La reconversion industrielle qui a suivi la fin de la guerre 39-45

(tant au Japon qu'en Europe et ici), a fait la démonstration que ce type de changement est possible et réalisable dans la mesure où on le veut.

Nous disposons actuellement d'exemples vécus en Angleterre, en Suède et en Allemagne et nous disposons aussi de toutes les compétences nécessaires pour réaliser une telle reconversion. Ce qui nous manque, c'est la mise en valeur de faits pouvant contrer toute la propagande gouvernementale et industrielle qui tend à convaincre tout un chacun de l'absence d'un autre choix.

En effet, les médias véhiculent des messages orchestrés, tendant à faire ressortir que la seule issue au chômage est de continuer d'investir dans le militaire. Une telle persuasion est relativement facilitée par les récentes fermetures de villes et d'usines, par la création chômage artificiel, (coupures dans les budgets sociaux). On nous appauvrit collectivement de façon à nous agenouiller devant toute subvention créatrice d'emploi... (le plus souvent militaire). À témoin, le débat actuel autour du contrat d'entretien des CF-18. Ce contrat est présenté comme une manne salvatrice pour les montréalais et pour les Québécois en général.

Pourquoi l'attribution du contrat d'entretien des CF-18 prend-il autant d'importance? - Pourquoi les gouvernements actuels ne nous offrent-ils pas d'alternative en matière de développement économique? - Pourquoi nous présentent-ils ce type de développement comme s'il était le seul possible? - Pourquoi les intérêts financiers québécois font-ils apparaître ce contrat comme si important?

Pourquoi la technologie québécoise est-elle jusqu'à maintenant dirigée vers l'aérospatiale et ses domaines connexes? Bien sûr, la préoccupation de l'emploi est présente pour nous toutes et nous tous, mais nous savons (les démonstrations en ont été faites) que l'investissement dans le militaire est un pauvre multiplicateur d'emploi. Plus profondément, un tel développement économique, en plus d'appauvrir une large partie de la population, contribue à accentuer la surcapacité de tuer qui est une caractéristique actuelle de la technologie mondiale. Nous suggérons qu'il est grand temps de débattre d'un virage à faire: celui de la reconversion économique vers la production de biens et de services socialement utiles et non guerriers, non polluants et sécuritaires. Pour que ce virage soit possible, il faut le vouloir, et revendiquer publiquement que les gouvernements compétents modifient leurs choix politiques et budgétaires. Adhérer à la revendication du CF-18 ou des emplois pour la paix, c'est mobiliser pour obtenir gain de cause et profiter d'une occasion porteuse d'espoir pour la jeune génération et celle qui la précède.

Ne vaudrait-il pas la peine que tous les milieux du Québec mettent autant d'énergie en faveur de cette revendication que dans celle de l'obtention des contrats d'entretien des CF-18? Pour nous, cette question est cruciale et désespérément importante.

Le syndicat de votre institution est membre de la CSN, laquelle depuis trois ans s'implique concrètement en vue de l'obtention de budgets gouvernementaux pour la création d'emplois pour la paix. •

QUESTIONS AUX ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS :

- 1) Dans quel type de société et d'économie vous apparaît-il le plus intéressant de vivre? : une société militarisée et centrée vers la destruction ou une société orientée vers la production de biens socialement utiles?**
- 2) Que répondez-vous au chantage: des emplois pour la guerre ou rien?**

La lutte des Attikamek-Montagnais : NOTRE LUTTE !

Les autochtones du nord québécois subissent surtout depuis 1983, les conséquences négatives des vols à basse altitude des réactés de l'OTAN stationnés à Goose Bay. Il est actuellement question d'accentuer progressivement le nombre de ces vols.

HISTORIQUE

Le terrain d'aviation de Goose Bay a été construit par les USA entre 1941 et 1942 afin de servir de station d'étape vers le continent européen. Depuis 1973, les forces canadiennes ont pris possession de la base de Goose Bay et de la station de radar de Melville. Plus récemment, la RAF (Angleterre) et la GAF (Allemagne de l'Ouest) ont utilisé ce terrain et ses

aires de manoeuvres pour leur entraînement à basse altitude.

À compter de 1982, les autochtones ont assisté à une réelle intensification de l'utilisation de leurs territoires de chasse pour des fins militaires. Ce fait a accentué la perturbation de leur mode de vie en particulier pendant la saison de chasse. Le survol répété du territoire a forcé certaines familles à rentrer aux villages côtiers.

En octobre 1982, les membres de la communauté autochtone ont amorcé une campagne de sensibilisation nationale à leurs problèmes. Obtenant peu d'écho, ils ont poussé leur campagne jusqu'en Allemagne de l'Ouest, soutenant là bas que leur mode de vie était menacé de disparition à cause de la présence accrue de vols militaires.

Malgré cela, les activités à Goose Bay ont augmenté de 15% entre 1980 et 1985.

De plus, le Canada a annoncé en juin 1985 un investissement de 93 millions \$ pour moderniser Goose Bay. En octobre 1985, la Défense nationale canadienne, a rendu public son projet de centre tactique pour les bombardiers-chasseurs de l'OTAN (entraînement de vol et de tir). Ce projet évalué à 500 millions \$ serait partiellement défrayé par l'OTAN.

D'ici la fin de l'année 1986, les 16 ministres de la défense des pays de l'OTAN décideront s'ils installent leur centre d'entraînement à Goose Bay ou à Konia (Turquie).

Depuis le 13 février, un mécanisme de consultation a été mis en place par Environnement Canada, suite à une demande de la Défense nationale.

OPINIONS :

1) Le Canada dans son plaidoyer pour l'obtention du projet de l'OTAN prétend: "Il s'agit d'un territoire montagnais où on retrouve aussi des Innus et des Nascapis, environ 36,000 personnes (territoire considéré comme quasi inhabité). L'emplacement est situé à moins de 5 heures d'avion des bases européennes de l'OTAN. Il recouvre 100,000 kilomètres carrés, un territoire idéal pour des vols à basse altitude: ciel généralement clair, peu de végétation, conditions de vol exceptionnelles. De plus, l'effort canadien est jusqu'à date jugé insuffisant pour l'OTAN. Donc, cette contribution permettrait de refaire son image, de bénéficier du support financier de l'OTAN pour améliorer son infrastructure militaire et permettrait l'accès à une technologie de pointe autrement inaccessible. Les populations blanches des villages adjacents profiteraient des retombées économiques (on y observe un haut taux de chômage et bénéficiaires de l'aide sociale). Les élites locales y trouveraient leur profit. On pourrait observer un bon roulement de militaires qui repartent après avoir dépensé pour leurs loisirs et des souvenirs.

2) Tout ce projet a été bâti et amorcé sans consultation ni accord avec les autochtones (via leurs Conseils de bande).

Pourtant ils ont un point de vue très articulé sur cette question. Ils affirment entre autres que leur économie et leur mode de vie sont basés sur la chasse, la pêche et le piégeage. Cette région où ils habitent depuis 9,000 ans leur a fourni jusqu'à date le gibier nécessaire à leur survie.

Le projet de l'OTAN risque de les forcer à quitter leurs territoires de chasse, à devenir sédentaires dans les villages côtiers, donc à vivre du BS ou à s'assimiler à la population blanche.

Voici le détail des conséquences du projet de l'OTAN selon les autochtones.

A) **Végétation :** Aucune étude scientifique sérieuse n'a été faite. Cependant, les autochtones notent déjà un dépérissement des sapins et des épinettes sur la zone de passage

des avions. Ces derniers descendent jusqu'à 40 pieds au-dessus de l'eau et remontent à la montagne au bout du lac. Les arbres sont atteints de haut en bas. Seuls les jeunes arbres survivent. Ils sont atteints quand ils sont assez hauts pour dépasser les branches basses des vieux arbres.

B) **Petits et gros animaux :** On note une baisse dramatique des prises depuis 3, 4 ans. Par exemple, les prises de castors ont baissé de moitié. On trouve des animaux morts sans raison apparente, sans blessure. Les animaux adultes, apeurés par le bruit, se cachent et ne peuvent ainsi nourrir leurs petits. Quand aux caribous, on ne voit plus de pistes dans le coin: ils ont fui la région modifiant leurs trajets ancestraux. Ces dires sont confirmés par un biologiste américain (Stuart Luttrich) qui affirme que le terrain où il travaille a été survolé jusqu'à 64 fois dans une même journée, par temps clair.

C) **Effets sur les gens :** On ne voit pas l'avion et on ne l'entend pas jusqu'à ce qu'il soit passé. C'est alors un bruit terrifiant et assourdissant. Les gens ont peur de chavirer au milieu des lacs. Les enfants et les adultes sont réveillés pendant leur sommeil par un tonnerre qui rugit. Plusieurs appareils se sont écrasés au cours des dernières années. Les gens ont peur des accidents et des feux de forêt.

Devant tous ces inconvénients, le Conseil des Attikamek-Montagnais revendique l'arrêt

immédiat des vols en basse altitude et un moratoire sur tout le projet de l'OTAN, jusqu'à ce que les études nécessaires aient été faites sur leurs conséquences écologiques et humaines.

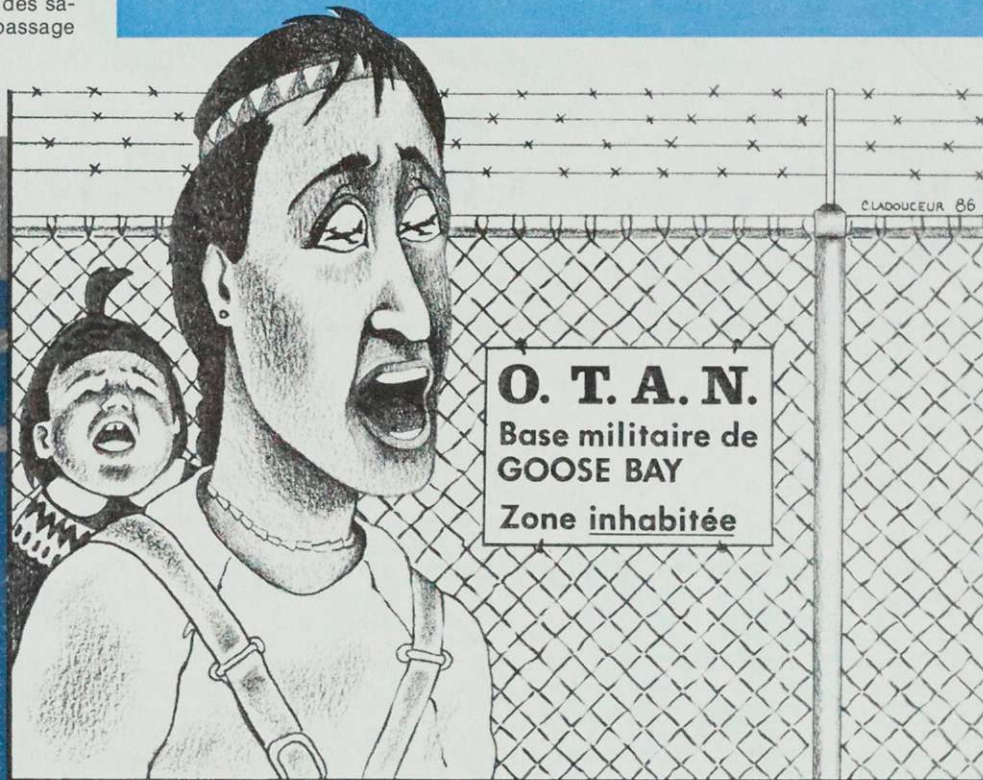
De plus, en appui aux revendications des autochtones, une coalition "blanche" s'est formée. Elle est composée (entre autres) de l'Assemblée des Évêques, de la CEQ, de la CSN, de la Ligue des droits et libertés, de la Coalition pour la sauvegarde de l'environnement, etc.

Cette coalition reprenant les revendications du Conseil Attikamek-Montagnais, a fait des représentations auprès de la Commission environnementale qui a siégé à la Romaine. La problématique de l'établissement et du renforcement de bases militaires de l'OTAN au nord québécois concerne au premier chef celles et ceux qui l'habitent mais aussi toutes les Québécoises et tous les Québécois. Les choses se passent de telle sorte qu'il n'y a pas vraiment de consultation publique: seules quelques audiences dans le grand nord où presque personne ne peut se rendre, tenues par une Commission qui semble-t-il, n'a pas de réel pouvoir de modifier les orientations de la défense nationale canadienne.

Le développement de ce dossier confirme d'abord le mépris du Canada envers la population autochtone et ensuite le caractère complètement anti-démocratique du comportement de la Défense nationale canadienne. •

QUESTIONS :

- 1) Les autochtones (Attikamek, Montagnais, Nascapis, etc) sont-ils vraiment les seuls concernés par ce débat sur le développement de la base militaire de l'OTAN. Si non, comment pensez-vous que nous devrions intervenir ?



Quel avenir les décideurs, politiciens et militaires réservent-ils à la jeunesse québécoise actuelle ?

QUELQUES FAITS INQUIÉTANTS :

En ce qui concerne le secteur de l'Éducation, la contribution de l'État québécois, évaluée en coût moyen par élève, a significativement baissé tout au long des quelques dernières années.

M. Claude Ryan, dans son allocution d'ouverture en Commission parlementaire sur les crédits de son ministère pour 1986-87 précise : "Si l'on évalue en dollars constants de 1981, la dépense par élève dans le secteur primaire et secondaire s'élevait à 2 648 \$ en 1981. En 1986-87, la même dépense ne sera plus que de 2 555\$, soit une baisse de 14%." Quant au niveau collégial, si l'on compare les années 81-82 et 85-86, on obtient le tableau suivant :

	81-82	85-86
budget total	620 309,6\$	658 223,8\$*
clientèle	124 466,0\$	137 300,0\$*
coût individuel	4 985, \$	4 790,0\$*
		(3640\$ en dollars constants de 1981)

Quant au niveau universitaire, on note que depuis 1978-1979, le gouvernement a imposé des compressions budgétaires de près de 280 millions \$, pendant que la clientèle passait de 116,400 à 160,000 étudiantes et étudiants. Résultat, les subventions par étudiant sont passées au cours des 8 dernières années, si l'on tient compte de l'inflation, de 5,295\$ à 3,518\$ par personne. Tout ceci a provoqué un déficit d'environ 85 millions, et on s'apprête à régler le problème en augmentant les frais de scolarité. Globalement au secteur des prêts et bourses, on a augmenté les prêts (12%) et réduit les bourses (6%), tout en ajoutant une série de contraintes qui privent un très grand nombre de jeunes de l'aide financière gouvernementale.

Nous concluons que le régime d'investissement public dans l'éducation ainsi que le régime des prêts et bourses est très déficient et insuffisant. Il baisse non seulement le niveau d'accessibilité aux études mais compromet actuellement l'avenir de toute une génération.

Et si on comparait ...

Une fois qu'on a constaté à quel point les jeunes aux études reçoivent peu d'aide, il est intéressant de regarder de près les investissements gouvernementaux envers d'autres secteurs :

1— En 1983-1984, la Défense canadienne a dépensé 130.5 millions \$ uniquement pour nourrir et habiller ses soldats. (Pour 83,000 soldats, cela représente 16,255\$ par soldat).

2— Quant à Mulroney, aussitôt élu, il s'est empressé d'injecter 55 millions \$ pour renouveler la garde-robe des militaires: Le moral des marins souffrait semble-t-il, du fait que leur uniforme était identique à celui des aviateurs et des fantassins...

3— En ce qui concerne le coût annuel d'un élève-officier dans un collège militaire, nos informations convergent vers le chiffre de 52,000\$. Les élèves reçoivent entre autres un salaire de 7,000\$ par an sur lequel est prélevé un certain pourcentage pour fin de pension.

4— L'aide sociale de son côté investit en moyenne, selon les statistiques du gouvernement québécois pour 1985, 2,748.12\$ par an pour quelqu'un qui a moins de 21 ans. De 21 à 29 ans, l'investissement passe en moyenne à 3,221.21\$. Ceci est bien sûr supérieur aux chiffres types que nous connaissons puisqu'il inclut les individus ayant charge de famille. Quant au salaire minimum d'un jeune qui travaille 40 heures par semaine, cela lui donne un revenu annuel de 9,000\$. (Le seuil de la pauvreté est fixé à 14,000\$ par an). Globalement, on constate que les choix politiques et économiques des gouvernements québécois et canadien n'encouragent pas les

jeunes à investir dans un programme d'études. On est plus enclin à élever à prix fort un jeune soldat plutôt que d'encourager la jeunesse à se former et à se donner des bonnes conditions d'études. Il n'est pas étonnant qu'un très grand nombre d'étudiantes et d'étudiants soit forcé de travailler au moins à temps partiel et même à temps complet. Il n'est pas étonnant que nombre d'entre eux abandonnent leurs études et encore moins étonnant que les résultats scolaires soient quelquefois très décevants. La motivation globale aux études ne peut qu'être influencée négativement dans un tel contexte.

OPINIONS :

1— Il est normal que l'État ne rende pas la vie trop facile aux jeunes. Il ne faut pas leur donner tout cuit dans le bec. Il faut leur apprendre à gagner durement leur argent et leurs études. L'État, pas plus que les parents, ne peut supporter financièrement les jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans. Il faut qu'ils démontrent qu'ils veulent et peuvent se débrouiller, s'ils veulent vraiment être considérés comme des acquis pour la société. C'est fini, l'État Providence. Nous avons des choix difficiles à faire, mais nous devons les faire.



Ce que le gouvernement alloue pour chaque jeune soldat...

... ce que le gouvernement alloue pour chaque étudiante ou étudiant.

2— Etre jeune aujourd'hui, c'est très difficile; à preuve, le taux de suicide chez les jeunes est alarmant. Selon "Objectif-santé", depuis 10 ans, le taux de suicide des jeunes Québécoises et Québécois de 15 à 24 ans est passé de 10,3 personnes à 17,2 personnes pour 100,000 (soit une hausse de 67%). Pour être plus précis, chez les garçons, en 1981, on observait un taux de 29,4 suicides pour 100,000 tandis que chez les filles le taux se situait à 4,8 pour 100,000.

Selon une enquête réalisée par Marie Bussièrre dans un CEGEP de la ville de Québec, 83% des jeunes interviewés se sentent très concernés par tout ce qui touche de près l'armement nucléaire. 96% d'entre elles et eux sont contre la course aux armements et ne sont pas d'accord avec l'énoncé qui dit que la sécurité d'un état est proportionnelle à la quantité d'armes dont il dispose. Les États québécois et canadiens ont tort de tant investir dans le militaire et de si peu maintenir leurs investissements dans le secteur de l'éducation. Tandis que le premier budget cité augmente en moyenne de 7% par année, le deuxième budget baisse à une vitesse vertigineuse. Ce choix est très contestable. L'investissement va dans le sens de la destruction plutôt que dans celui de la construction d'un véritable avenir viable pour la jeunesse. Cet état de chose compromet non seulement, les conditions de vie de la génération actuellement au travail, au moment où elle sera à la retraite, mais aussi compromet la progression de notre société vers ses objectifs d'accessibilité à l'éducation et d'amélioration générale des conditions de vie. •

Sondage auprès des étudiantes et étudiants.

1— Fiche d'identification

A) Sexe m f

B) Age : _____ ans

C) Degré scolaire :

a— secondaire

b— collégial

c— universitaire

2— Etes-vous en faveur de la fabrication et de l'entretien d'armes au Québec.

oui non

3— Si vous étiez au chômage et qu'on vous offrait un emploi dans une usine d'armement, accepteriez-vous ?

oui non

4— Si vous étiez au chômage, accepteriez-vous un emploi dans l'armée ?

oui non

5— Etes-vous d'accord avec la stratégie préventive de l'OTAN qui vise à attaquer le premier ? oui non

6— Quel(s) geste(s) concret(s) seriez-vous prêt à poser contre l'escalade de l'armement ?

a) signer une pétition

b) défendre le point de vue du désarmement dans une discussion publique ?

c) écrire une lettre ouverte au premier ministre

d) porter un chandail avec un slogan contre la militarisation

e) participer à une manifestation contre la militarisation et pour le désarmement

f) travailler dans le sens de la revendication "Un F-18 pour des emplois pour la paix"

g) rencontrer votre député ou un ministre concerné

h) lancer un projet concret dans le sens des emplois pour la paix et la justice sociale

i) mettre vos études au service de la paix

j) former un comité "pour le désarmement et des emplois pour la paix" dans votre école collège université quartier

7— Je considère que le Canada devrait se retirer de l'OTAN oui non

8— Je considère que le Canada devrait se retirer de NORAD oui non

9— Je considère que notre économie devrait se diriger vers la production de biens socialement utiles et non vers la production d'armes

oui non

10— Je suis solidaire de la position des autochtones en ce qui concerne le refus des vols à basse altitude dans le Nord québécois oui non

11— Je revendique que l'État investisse davantage dans l'éducation de la jeunesse et réduise son investissement dans le militaire oui non

12— Je participerai aux activités de ma région dans le cadre de la journée du 25 octobre dont le thème est un F-18 ou des emplois pour la paix

oui non

QUESTION AUX ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS :

Cette disproportion de l'investissement de l'État en faveur des conditions de vie des jeunes militaires et en défaveur des conditions de vie des jeunes étudiantes et étudiants vous apparaît-elle normale, légitime ?

POST-SCRIPTUM :

Retourner vos réponses au syndicat des enseignantes et enseignants de votre institution. Les résultats devront ensuite être acheminés à :

Ginette Dupaul
FNEEQ-CSN
1601 De Lorimier
Montréal, Québec H2K 4M5

CE CAHIER A ÉTÉ RÉDIGÉ PAR :

Marie-France Chabot
Raymond Charland
Denis Choinière
France Désaulniers
Claire-Andrée Leclerc
Alain Silverman

Dactylographie : Ginette Dupaul
Conception graphique, montage et illustrations : Carole Ladouceur
Composition : Imprimerie C. Pierry
Impression : Service d'impression de la CSN